

**ADMINISTRATEURS**

J.C. GERMAIN  
J. DREVETON  
P. GERMAIN


**MANDATAIRES**

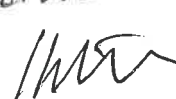
L. PACIELLO  
S. DUPLEX  
O. GERMAIN  
N. SEGUIN  
G. ARBONA  
S. RIEU  
J.D. DREVETON  
L. LAUGIER  
C. MORETTI

## **ASSOCIATION JEAN VILAR**

### **RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

*Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31/12/2024*

Le trésorier, M. Guis Rodet  


la présidente  
Hortense Archambault  


Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes inscrite au tableau de l'Ordre de la Région de Marseille  
et sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes - CRCC de Montpellier - Nîmes

S.A. au capital de 250 000 euros - RCS Avignon 70 809 - Siret 702 620 097 00021 - APE 6920Z - TVA : FR 57 702 620 097

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES****Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31/12/2024****JEAN VILAR**

Association  
8 RUE DE MONS  
84000 AVIGNON

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions règlementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été donnés, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, en application des statuts, il nous appartient de vous communiquer, le cas échéant, certaines informations relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par le Conseil d'Administration.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

***CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT*****I - Conventions autorisées au cours de l'exercice écoulé**

En application de l'article R. 612-7 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes mentionnées à l'article L. 612-5 du Code de Commerce, qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

CONVENTIONS DE SUBVENTIONS

Ces conventions ont pour objet de matérialiser le soutien financier apporté par l'Etat et les collectivités publiques.

ORGANISME	NATURE	MONTANT
<u>Subventions de fonctionnement</u>		
Ministère de la Culture	▪ Convention annuelle du 8/04/2024	246 600 €
Ministère de la Culture	▪ Avenant 1 du 2/10/2024	50 000 €
DRAC PACA	▪ Arrêté du 07/06/2024	11 000€
DRAC PACA	▪ Arrêté du 12/11/2024	19 000€
Conseil Régional PACA	▪ Convention du 29/03/2024	50 000€
Conseil Départemental de Vaucluse	▪ Convention d'objectif du 4/03/2023	10 000€
Conseil Départemental de Vaucluse	▪ Avenant 1 du 3/4/2024	10 000€
Ville d'Avignon	▪ Convention financière 2024	67 400€
Ville d'Avignon	▪ Contrat de Ville 28/09/2024	3 000€
Grand Avignon	▪ Convention de partenariat du 27/03/2024	9 000€
Grand Avignon	▪ Arrêté du 6/08/2024	2 000€
Grand Avignon	▪ Versement du 28/11/24	950€
DDETS	▪ Arrêté du 13/09/2024	2 000€

CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE DE LOCAUX COMMUNAUX

Cette convention tripartite signée le 6 décembre 2024 est conclue entre :

- La Ville d'Avignon
- L'Association Jean Vilar
- La Bibliothèque nationale de France

La durée de la convention est de 3 ans à compter du 4 février 2022, renouvelable tacitement 1 fois.

La Ville d'Avignon met à disposition de titre précaire les locaux sis Hôtel Crochans, rue de Mons à Avignon d'une surface de 2 587 m2 dont la répartition est la suivante : association Jean Vilar 771 m2, BNF 526 m2 et 1290 M2 d'espaces circulation commun.

La mise à disposition est consentie à titre gracieux sur la base de 225 € le m2 par an.

Un participation financière forfaitaire aux charges de fonctionnement évaluée à 8 € du m2 sera appliquée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. Le montant annuel est de 10 348€.

**II - Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé**

Conformément aux dispositions statutaires de votre Association, nous avons été informés que l'exécution de la convention suivante, déjà approuvée par l'Organe délibérant au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

## CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

La Ville d'AVIGNON met à disposition de l'Association Jean Vilar un agent. Cette convention débute à compter du 1er août 2019 pour une durée de 1an. Cette mise à disposition a été évaluée pour un montant 47 000 € par l'année 2024.

## CONVENTION QUADRIPARTITE

Cette convention conclue entre :

- La Ville d'Avignon
- L'Association Jean Vilar
- La Bibliothèque nationale de France
- et le Ministère de la Culture et de la communication

La durée de cette convention est de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015. Un avenant signé le 11 avril 2018 prorogeait la convention dans les mêmes termes et conditions pour l'année 2018. Aucun avenant a été signé depuis l'année 2019. Le renouvellement de la convention quadripartite triennale est en cours de travail.

Cette convention définit les engagements respectifs des quatre parties :

La Ville d'Avignon met à disposition de l'Association et de la bibliothèque nationale l'hôtel de Crochans et s'engage à l'aménager, à l'entretenir et à l'assurer. Elle s'engage à affecter cinq agents à temps plein et un agent à temps partiel pour le gardiennage, la maintenance et les tâches techniques.

Elle s'engage à voter une subvention annuelle de fonctionnement, et se réserve l'usage et la gestion des deux salons d'apparat du premier étage.

L'association Jean VILAR s'engage à participer à la mise en valeur et à l'animation de l'œuvre Jean VILAR. Elle y affecte une équipe de trois permanents.

La bibliothèque nationale apporte son concours technique et dirige la préparation, la mise en place, la conservation, l'animation et la communication au public des collections. Elle affecte une équipe de cinq permanents.

Le ministère de la Culture s'engage à verser une subvention annuelle.

La valorisation des prestations en nature de la Ville d'Avignon s'élève à 348 243 € pour l'année 2024.

A Avignon,

S.A. J. CAUSSE &amp; Associés

N. SEGUIN

Commissaire aux Comptes Associée

NOTED  
26525

**ADMINISTRATEURS**

J.C. GERMAIN  
J. DREVEYON  
P. GERMAIN

**MANDATAIRES**

L. PACIELLO  
S. DUPLEX  
O. GERMAIN  
N. SEGUIN  
G. ARBONA  
S. RIEU  
J.D. DREVEYON  
L. LAUGIER  
C. MORETTI

## ASSOCIATION JEAN VILAR

### RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

*Exercice clos le 31/12/2024*

Le trésorier, Guy Rodeh  


la présidente  
Hortense Archambault  


Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes inscrite au tableau de l'Ordre de la Région de Marseille  
et sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes - CRCC de Montpellier - Nîmes

S.A. au capital de 250 000 euros - RCS Avignon 70 819 - Siret 702 020 097 00021 - APE 6920Z - TVA - FR 57 702 620 097

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**  
**Exercice clos le 31/12/2024****JEAN VILAR**

Association  
8 RUE DE MONS  
84000 AVIGNON

Mesdames, Messieurs,

**I - Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association JEAN VILAR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport, et présentant les caractéristiques suivantes :

- *Excédent* .....3 417 €
- *Total de bilan* .....398 822 €
- *Total produits d'exploitation* .....575 726 €

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association JEAN VILAR à la fin de cet exercice.

**II - Fondement de l'opinion****✓ Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**✓ Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans l'annexe :

- Le paragraphe « autres informations » indique que l'équilibre budgétaire repose sur l'octroi de subventions par les tutelles et partenaires qui font l'objet de négociations régulières.

### **III - Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

#### **■ Fonds dédiés**

L'annexe mentionne que votre association procède à l'estimation de fonds dédiés.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la Direction.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la Direction.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **IV – Vérification spécifique**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

#### **Vérification du rapport de gestion et des autres documents**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

**V - Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité. Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

**VI - Responsabilités du Commissaire aux Comptes relative à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permette de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicable en France, et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique.

En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillons des éléments que nous estimons suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



- Nous apprécions le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de notre rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous attirons l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, nous formulons une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Nous apprécions la présentation d'ensemble des comptes annuels et évaluons si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Avignon,

S.A. J. CAUSSE & ASSOCIES

Nathalie SEGUIN

Commissaire aux Comptes Associée



Annexés au présent rapport :  
Comptes annuels de l'exercice.

**BILAN ACTIF**

	Exercice clos le 31/12/2024			Exercice clos le 31/12/23
	Brut	Amortissement et dépréciation	Net au 31/12/24	
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits ...	5 000	5 000		
Autres Immobilisations incorporelles	6 225	3 270	2 955	4 200
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	96 667	89 657	7 010	11 578
Autres Immobilisations corporelles	214 739	126 783	87 956	104 838
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	2 364		2 364	2 318
Prêts				
Autres	214		214	214
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)</b>	<b>325 209</b>	<b>224 711</b>	<b>100 498</b>	<b>123 148</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours	29 895	23 785	6 109	1 697
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 565		2 565	5 488
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	16 492		16 492	27 768
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	256 369		256 369	171 887
Charges constatées d'avance	16 789		16 789	1 899
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)</b>	<b>322 109</b>	<b>23 785</b>	<b>298 324</b>	<b>208 740</b>
<b>FRAIS D'ÉMISSION DES EMPRUNTS (III)</b>				
<b>PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)</b>				
<b>ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)</b>				
<b>TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V)</b>	<b>647 318</b>	<b>248 496</b>	<b>398 822</b>	<b>331 887</b>




**BILAN PASSIF**

	Exercice clos le 31/12/24	Exercice clos le 31/12/23
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	138999	99501
Excédent ou déficit de l'exercice	3417	39497
<b>SITUATION NETTE</b>	<b>142416</b>	<b>138999</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	40270	62927
Provisions réglementées		
<b>TOTAL FONDS PROPRES (I)</b>	<b>182686</b>	<b>201926</b>
<b>FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	65950	11100
<b>TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)</b>	<b>65950</b>	<b>11100</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	11455	8871
<b>TOTAL PROVISIONS (III)</b>	<b>11455</b>	<b>8871</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		2576
Emprunts et dettes financières diverses		2
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	24511	17265
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	31029	42525
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3900	864
Autres dettes	78162	46758
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	1130	
<b>TOTAL DETTES (III)</b>	<b>138732</b>	<b>109990</b>
<b>ECARTS DE CONVERSION DU PASSIF (V)</b>		
<b>TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)</b>	<b>398822</b>	<b>331887</b>




## RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 1)

	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023	Variation	
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
Cotisations				
Ventes de biens et services	15 964	14 944	1 020	7%
Ventes de biens				
dont ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	30 505	25 331	5 174	20%
dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	486 636	439 202	47 434	11%
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats	28 750	30 000	(1 250)	-4%
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	2 447	1 570	877	56%
Utilisations des fonds dédiés	11 100		11 100	
Autres produits	324	37 451	(37 127)	-99%
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>575 726</b>	<b>548 497</b>	<b>27 229</b>	<b>5%</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
Achats de marchandises	8 915	8 142	774	10%
Variation de stock	(4 413)	58	(4 470)	-7762%
Autres achats et charges externes	181 766	150 941	30 825	20%
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	3 050	2 923	127	4%
Salaires et traitements	219 096	198 853	20 243	10%
Charges sociales	80 758	62 842	17 916	29%
Dotations aux amortissements	30 132	28 807	1 325	5%
Dotations aux provisions	2 584	1 763	821	47%
Reports en fonds dédiés	65 950	11 100		
Autres charges	154	57 342	(57 188)	-100%
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>587 993</b>	<b>522 769</b>	<b>65 224</b>	<b>12%</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>(12 267)</b>	<b>25 729</b>	<b>(37 996)</b>	<b>-148%</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	1 790	292	1 499	513%
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)</b>	<b>1 790</b>	<b>292</b>	<b>1 499</b>	<b>513%</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilés	3	78	(75)	-97%
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)</b>	<b>3</b>	<b>78</b>	<b>(75)</b>	<b>-97%</b>
<b>2. RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)</b>	<b>1 788</b>	<b>214</b>	<b>1 574</b>	<b>735%</b>
<b>3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)</b>	<b>(10 479)</b>	<b>25 943</b>	<b>(36 422)</b>	<b>-140%</b>

## RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 2)

	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023	Variation	
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>				
Sur opérations de gestion	144		144	
Sur opérations en capital	13 986	13 986		
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
<b>TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)</b>	<b>14 131</b>	<b>13 986</b>	<b>144</b>	<b>1%</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>				
Sur opérations de gestion	235	78	157	202%
Sur opérations en capital		354	(354)	-100%
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
<b>TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)</b>	<b>235</b>	<b>432</b>	<b>(197)</b>	<b>-46%</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>13 896</b>	<b>13 555</b>	<b>341</b>	<b>3%</b>
<b>PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX RÉSULTATS (VII)</b>				
<b>IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (VIII)</b>				
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>591 647</b>	<b>562 776</b>	<b>28 872</b>	<b>5%</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>588 230</b>	<b>523 278</b>	<b>64 952</b>	<b>12%</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>	<b>3 417</b>	<b>39 497</b>	<b>(36 080)</b>	<b>-91%</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>				
Dons en nature				
Prestations en nature	348 243	211 651	136 592	65%
Bénévolat				
<b>TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>	<b>348 243</b>	<b>211 651</b>	<b>136 592</b>	<b>65%</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens	334 102	211 651		
Prestations en nature	14 141		14 141	
Personnel bénévole				
<b>TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>	<b>348 243</b>	<b>211 651</b>	<b>14 141</b>	<b>7%</b>

## ANNEXE

1 janvier 2024 au 31 décembre 2024

A large, stylized handwritten signature in black ink, featuring a prominent loop and a long horizontal stroke.A smaller, more compact handwritten signature in black ink, possibly reading 'N. Satti'.

# RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

## 1. Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2024 ont été établis conformément au règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014, règlement homologué par arrêté du 8 septembre 2014 publié au Journal Officiel du 15 octobre 2014 ainsi qu'aux avis et recommandations ultérieurs de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).  
Ils respectent également le règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 modifié relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

## 2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Construction	20 à 30 ans
Agencement, aménagement, installation technique	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriel	3 à 10 ans
Matériel de bureau et mobilier	10 ans
Matériel informatique	3 ans

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

### 3. Frais d'établissement

Non Applicable

### 4. Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

### 5. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### 6. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

### 7. Subventions d'investissements

Ces subventions sont constatées pour leur totalité à leur attribution au débit d'un compte 441 et 131 en contrepartie.

La reprise de subvention d'investissement est constatée annuellement et s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de l'immobilisation acquise ou créée par la subvention pour le montant effectivement encaissé.

Le montant de la quote-part est calculé selon la nature du bien subventionné.

La différence entre la subvention d'investissement inscrite dans le compte 139 et la quote-part de la subvention inscrite au compte 777 indique le montant de subvention non encore affecté au résultat.



# RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

## 8. Fonds dédiés

La partie des ressources décidées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif "194 Fonds Dédiés" avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte "689 Reports Fonds Dédiés".

Les sommes inscrites au passif en "Fonds dédiés" sont rapportées en produit au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini, par le crédit du compte "7894 Utilisations de fonds dédiés".

## 9. Contributions volontaires

Les contributions volontaires en nature sont valorisées et comptabilisées si les deux conditions suivantes sont remplies :

- 1/ la nature des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité
- 2/ l'entité est en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature sont comptabilisées dans des comptes de classe 8 :

- 1/ au crédit, les contributions volontaires par catégorie (dons en nature consommés ou utilisés en l'état, prestations en nature, bénévolat)
  - 2/ au débit, en contrepartie, leurs emplois selon leur nature (secours en nature, mises à disposition gratuite des locaux, prestations, personnel bénévole)
- Ces éléments sont présentés au pied du compte de résultat dans la partie "Contributions volontaires en nature", en deux colonnes de totaux égaux.

Les contributions sont soit évaluées en interne sur le critère de la valeur d'un apport équivalent du même apport obtenu dans le secteur marchand soit par le tiers qui fournit cette contribution selon les méthodes qui lui sont propres.

En l'espèce, la Ville d'Avignon fournit chaque année cette estimation.

## FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

### Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Néant

### Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

### Autres éléments significatifs

L'équilibre financier de l'association repose sur sa capacité à générer des ressources propres mais également sur les subventions des tutelles et partenaires. La continuité d'exploitation de l'association reste cependant indissociable de l'octroi de ces subventions qui font l'objet de négociations régulières.

## VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	À l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	À la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	99501	39497			138999
Excédent ou déficit de l'exercice	39497	(39 497)	3417		3417
<b>SITUATION NETTE</b>	<b>138999</b>				<b>142416</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	62927			22657	40270
Provisions réglementées					
<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>201926</b>			<b>22657</b>	<b>182686</b>

## VARIATION DES FONDS DEDIÉS

Variation des fonds dédiés	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
<b>PROJET DRAC PATRIMOINE</b>							
Subventions d'exploitation	1 500		1 500				
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
<b>TOTAL PROJET DRAC PATRIMOINE</b>	<b>1 500</b>		<b>1 500</b>				
<b>PROJET DRAC TRANSMISSION</b>							
Subventions d'exploitation	9 600		9 600				
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
<b>TOTAL PROJET DRAC TRANSMISSION</b>	<b>9 600</b>		<b>9 600</b>				
<b>PROJET</b>							
Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
<b>TOTAL PROJET</b>							

## VARIATION DES FONDS DEDIÉS

Variation des fonds dédiés	Affectation de l'exercice	Report	Utilisations		Transferts	Affecture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
<b>PROJET EXPO PERMANENTE (MINISTERE)</b>							
Subventions d'exploitation		50 000				50 000	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
<b>TOTAL PROJET EXPO PERMANENTE (MINISTERE)</b>		50 000				50 000	
<b>PROJET GRAND AVIGNON</b>							
Subventions d'exploitation		950				950	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
<b>TOTAL PROJET GRAND AVIGNON</b>		950				950	
<b>PROJET ACTION CULTURELLE FONDS INNOVATION</b>							
Subventions d'exploitation		15 000				15 000	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
<b>TOTAL PROJET ACTION CULTURELLE FONDS INNOVATION</b>		15 000				15 000	
<b>TOTAL</b>	11 100	65 950	11 100			65 950	

## TABLEAU DE SUIVI DES SUBVENTIONS

<i>SUBVENTIONS INVESTISSE</i>	<i>Attribuées</i>	<i>Encaissées</i>	<i>Solde à recevoir</i>
<b><u>2022</u></b>			
CD84	18 200	17 478	0
Région PACA	30 000	22 051	0
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>48 200</b>	<b>39 529</b>	<b>0</b>

<i>SUBVENTIONS EXPLOITATI</i>	<i>Attribuées</i>	<i>Encaissées</i>	<i>Solde à recevoir</i>
<b><u>2023</u></b>			
Région PACA	15 000	15 000	
<b><u>2024</u></b>			
Ville d'Avignon	20 400	20 400	
Ville d'Avignon / Personnel détaché	47 000	47 000	
Ville d'Avignon Contrat de Ville Le Jour et	3 000	3 000	
Communauté Communes Grand Avignon	11 950	11 950	
CD84	20 000	20 000	
Région PACA	50 000	35 000	15 000
Ministère de la Culture	296 600	296 600	
DRAC PACA	30 000	30 000	
Aides à l'emploi	5 686	5 686	
SACD	3 500	3 500	
DDETS	2 000	2 000	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>505 136</b>	<b>490 136</b>	<b>15 000</b>

## CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

<b>86- Emploi des contributions volontaires en nature</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
Secours en nature	0	0
Mise à disposition gratuite biens / prestations :		
Ville d'Avignon :	<b>348 243</b>	<b>211 651</b>
Personnel (1 agent en 2021; en personnel détaché en 2022)	0 €	0 €
Locaux Permanents et temporaires	318 600 €	151 600 €
Fluides	15 502 €	42 049 €
Prestation services de nettoyage	14 141 €	8 052 €
Maintenance (ascenseur, alarme, extincteur...)	9 950 €	9 950 €
Association de Gestion du Festival d'Avignon :	0	0
Technique	0	0
Artistique	0	0
Communication	NC	NC
Personnels bénévoles	0	0
<b>sous-total</b>	<b>348 243 €</b>	<b>211 651 €</b>

<b>87- Ressources Contributions volontaires en nature</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
Secours en nature	0	0
Mise à disposition gratuite biens / prestations :		
Ville d'Avignon :	<b>348 243</b>	<b>211 651</b>
Personnel	0	
Locaux	348 243	211 651
Association de Gestion du Festival d'Avignon :	0	0
Technique	0	0
Artistique	0	0
Communication	0	NC
Personnels bénévoles	0	0
<b>sous-total</b>	<b>348 243 €</b>	<b>211 651 €</b>

**LEGS, DONATIONS ET ASSURANCES-VIE**

	Montant brut
<b>PRODUITS</b>	
Montant perçu au titre d'assurances-vie	
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9	
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	
<b>CHARGES</b>	
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	
<b>SOLDE DE LA RUBRIQUE</b>	



## IMMOBILISATIONS

	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation légale
		Réévaluation	Acquisitions	Virements de poste à poste	Cessions et mises hors service		Valeur d'origine en fin d'exercice
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>							
Frais d'établissement et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles	11 225					11 225	
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)</b>	<b>11 225</b>					<b>11 225</b>	
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agenc- des construction							
Installations techniques, matériel et outillage ind	96 667					96 667	
Installations générales, agencements divers	176 824					176 824	
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier	14 965		7 437			22 402	
Emballages récupérables et divers	15 512					15 512	
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)</b>	<b>303 969</b>		<b>7 437</b>			<b>311 406</b>	
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations							
Autres titres immobilisés	2 318		46			2 364	
Prêts et autres immobilisations financières	214					214	
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III)</b>	<b>2 532</b>		<b>46</b>			<b>2 578</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)</b>	<b>317 726</b>		<b>7 483</b>			<b>325 209</b>	

## AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant des amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux cessions d'actif	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	7 025	1 245		8 270
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)</b>	7 025	1 245		8 270
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Inst. techniques, matériel et outillage industriel	85 090	4 568		89 657
Inst. générales, agencements, aménagements divers	81 263	20 895		102 158
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	9 927	1 661		11 588
Emballages récupérables et divers	11 274	1 764		13 038
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)</b>	187 553	28 887		216 440
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II)</b>	194 578	30 132		224 711

CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
<b>TOTAL CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES</b>				

**DÉPRÉCIATIONS**

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
<b>PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS</b>				
Dépréciation sur immobilisations incorporelles				
Dépréciation sur immobilisations corporelles				
Dépréciation sur titres mis en équivalence				
Dépréciation sur titres de placement				
Dépréciation sur immobilisations financières				
Dépréciation sur stocks et en cours	23 785			23 785
Dépréciation sur comptes clients	77		77	
Autres provisions pour dépréciations				
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>23 862</b>		<b>77</b>	<b>23 785</b>

## ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	214		214
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	2565	2565	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Créances diverses envers l'État et les collectivités publiques	15000	15000	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	409	409	
Charges constatées d'avance	16789	16789	
<b>TOTAL DES CRÉANCES</b>	<b>34978</b>	<b>34764</b>	<b>214</b>

**PROVISIONS**

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
<b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>				
Provisions pour reconstitution des gisements pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour implantation à l'étranger (avant 1/1/92)				
Provisions pour implantation à l'étranger (après 1/1/92)				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>				
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes et charges				
Provisions pour pensions et obligations similaires	8871,4	2583,63		11455,03
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	8871,4	2583,63		11455,03

## ENGAGEMENTS RETRAITE

L'engagement pour retraite est calculé selon la convention collective en vigueur, en l'espèce la CCN 1285.

Cette provision est calculée pour chaque salarié, la base retenue étant la plus favorable aux salariés entre les 3 ou 12 derniers mois, si les conditions d'ancienneté sont atteintes.

La provision comprend une base brute ainsi que les cotisations patronales sur un % en vigueur dans l'exercice pour chaque catégorie de salariés :

- 58,03% pour les cadres supérieurs
- 52,28% pour les cadres intermédiaires
- 23,72% pour les employés

Selon l'ancienneté, la grille ci-dessous sera retenue sur une base supra légale :

Le salarié partant à la retraite, que ce soit à son initiative ou à celle de l'employeur, perçoit une indemnité de fin de carrière égale à :

- entre 2 et 5 ans d'ancienneté : 1/10 de mois de salaire par année d'ancienneté ;
- après 5 ans d'ancienneté dans l'entreprise : 1 mois de salaire ;
- après 10 ans d'ancienneté dans l'entreprise : 1 mois 1/2 de salaire ;
- après 15 ans d'ancienneté dans l'entreprise : 2 mois 1/2 de salaire ;
- après 20 ans d'ancienneté dans l'entreprise : 3 mois 1/2 de salaire ;
- après 25 ans d'ancienneté dans l'entreprise : 4 mois de salaire ;
- après 30 ans d'ancienneté dans l'entreprise : 4 mois 1/2 de salaire

## ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	24511	24511		
Personnel et comptes rattachés	20770	20770		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	30935	30935		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	93	93		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3900	3900		
Groupe et associés				
Autres dettes	57392	57392		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	1130	1130		
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>138731</b>	<b>138731</b>		

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Nature de l'engagement	Montant de l'engagement restant à la clôture de l'exercice
Contrat(s) de crédit-bail Retraites et indemnités assimilées Créances de l'actif immobilisé Suretés reçues Suretés données Effets de commerce escomptés non échus cessions de créances Dailly, affacturage	

AUTRES OPÉRATIONS NON INSCRITES AU BILAN

Opérations non inscrites au bilan (détail par nature)	Objectif commercial (description de l'objectif commercial)
Contrats de location de longue durée Fournisseurs et comptes rattachés Autres dettes Produits constatés d'avance	



**CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE**

	Montants
Charges d'exploitation	16789
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
<b>TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE</b>	<b>16789</b>

**PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE**

	Montants
Produits d'exploitation	1 130
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
<b>TOTAL PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE</b>	<b>1 130</b>

**CHARGES À PAYER**

	Montants
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6238
Dettes fiscales et sociales	30295
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	57348
<b>TOTAL CHARGES À PAYER</b>	<b>93881</b>

**PRODUITS À RECEVOIR**

	Montants
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	62
Disponibilités	
<b>TOTAL PRODUITS À RECEVOIR</b>	<b>62</b>